

Une question de jours sinon d'heures. Ultimatum du ministre Delcroix au Rwanda

Colette Braeckman

Le Soir, 14 mars 1994

KIGALI, de notre envoyée spéciale.
Le premier bataillon paracommando de Diest s'apprête à quitter le Rwanda avec les honneurs, mais sans regret. A l'occasion de la présence à Kigali du ministre de la Défense nationale Léo Delcroix, venu rendre visite aux 450 Casques bleus belges de la mission des Nations unies pour le Rwanda (Minuar), les éloges n'ont pas manqué. Le bataillon belge, qui avait déjà fait ses preuves en Somalie, est professionnel, efficace, ont déclaré les représentants de l'ONU, le Camerounais Booh-Booh et le général ghanéen Amiydoho. Officiellement, les Rwandais ont également signifié à M. Delcroix qu'ils étaient satisfaits des Belges et souhaitaient que la mission se poursuive. La réalité est cependant moins simple. La radio des Mille collines, proche de la présidence, épingle la moindre bavure, la plus insignifiante bagarre de bistrot. Des tracts circulent, dénonçant les barrages routiers, des lettres de dénonciation stigmatisent les carences ou les manquements des soldats de la paix. Du côté de l'opposition, on souligne avec amertume que les Casques bleus n'ont pu empêcher l'exécution de dirigeants et de militants politiques ni les massacres de ces dernières semaines.

Quant au colonel Luc Marchal, res-

ponsable du secteur de Kigali, décrétée zone démilitarisée, il reconnaît qu'en trois mois, ces hommes n'ont saisi que 16 fusils et 116 grenades. Un bilan dérisoire dans cette ville où les armes abondent, où les partis politiques ont constitué des milices privées, où chaque nuit résonnent des coups de feu, loin des quartiers où opèrent les patrouilles belges. En réalité, les paras sont frustrés, sinon amères. Ils ont le sentiment que les politiques les ont empêchés de réellement mener à bien leur mission. Les témoignages se multiplient dans leurs rangs : Chaque fois que nous saisissons des armes dans un véhicule, que nous interceptons un civil équipé d'un fusil, il apparaît que c'est un militaire qui rentre chez lui, un général intouchable... L'ordre vient chaque fois d'en haut : rendre les armes confisquées, et même avec des excuses. Les paras se sont payé des informateurs à travers la ville. Ils savent où se trouvent les dépôts d'armes et de munitions. Parfois, ils sont avertis des troubles qui se préparent. Une connaissance inutile : les accords d'Arusha prévoient que les Casques bleus collaborent avec une gendarmerie locale censée être neutre, et c'est à cette dernière qu'il appartient d'opérer fouilles et investigations. Les paras enragent. Lors des derniers

massacres, on nous téléphonait, les appels à l'aide se multipliaient. Au lieu de pouvoir intervenir nous-mêmes, nous étions obligés de prévenir la gendarmerie rwandaise et bien souvent celle-ci était aux abonnés absents.

Forcing politique

Le ministre Delcroix est conscient de ce malaise. Les Casques bleus sont censés se mettre au service des autorités rwandaises. Or, il y a vide du pouvoir : le gouvernement sortant ne se réunit plus, le gouvernement de transition n'est pas constitué. C'est pourquoi avec une rudesse de ton faisant fi des subtilités de la langue française, le ministre de la Défense s'est entretenu entre quatre yeux avec le président Habyarimana. Il lui a demandé, puisqu'il est la seule institution qui subsiste, de faire usage de son autorité pour débloquent la situation afin que des signes positifs puissent être enregistrés dans les heures, dans les jours à venir.

Autrement dit, le ministre de la Défense comme son collègue Willy Claes, comme le représentant de l'ONU, comme le ministre tanzanien des Affaires étrangères qui fait le forcing à Kigali, exige que le gouvernement de transition soit constitué au plus vite. Si le pourrissement de la situation se poursuit, si le vide persiste, que faut-il craindre ?

Pour M. Delcroix, c'est clair : D'ici le 5 avril, lorsque le Conseil de sécurité réexaminera la situation au Rwanda, la Belgique demandera que soit élargi le mandat des Casques bleus : il faut que les commandants locaux aient plus de pouvoir d'initiative, ne soient pas sans cesse obligés de se référer à New York.

Autrement dit, au lieu de garantir une paix qui n'existe que sur le papier, les Casques bleus voudraient être autorisés à imposer cette paix. Et si la paix s'avérait impossible, un retrait prématuré des Casques bleus ne serait alors pas à exclure.

COLETTE BRAECKMAN